Document généré le 15 juil. 2025 06:25

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

La privation provinciale

Simon Tremblay-Pépin (dir.), *Dépossession. Une histoire économique du Québec contemporain, vol. 1. Les ressources*, Montréal, Lux, 2015, 324 pages

Gabriel Arsenault

Volume 9, numéro 3, été 2015

URI : https://id.erudit.org/iderudit/78155ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)
1929-5561 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Arsenault, G. (2015). Compte rendu de [La privation provinciale / Simon Tremblay-Pépin (dir.), *Dépossession. Une histoire économique du Québec contemporain, vol. 1. Les ressources*, Montréal, Lux, 2015, 324 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *9*(3), 5–6.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

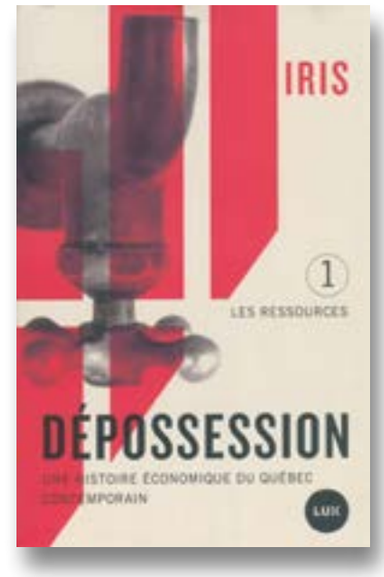
Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LA PRIVATION PROVINCIALE

Gabriel Arsenault
Doctorant en science politique, Université de Toronto



Simon Tremblay-Pépin (dir.)
Dépossession. Une histoire économique du Québec contemporain, vol. 1. Les ressources
Montréal, Lux, 2015, 324 pages

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques vient de publier le premier d'une série de deux volumes visant à dénoncer la dépossession dont continue d'être victime le peuple québécois. Alors que le deuxième volume portera sur les services publics, celui-ci s'intéresse aux ressources naturelles.

En gros, la thèse défendue par Simon Tremblay-Pépin et son équipe est la suivante : loin de nous avoir rendus « maîtres chez nous », la Révolution tranquille a concentré le pouvoir au sein d'une élite provinciale essentiellement constituée d'entrepreneurs et de technocrates francophones. Le peuple québécois demeure donc dépossédé.

Disons-le d'entrée de jeu : l'analyse est maladroitement théorisée. Le concept phare de « dépossession » est mal défini dans l'ouvrage. À la page 11 de son introduction, Tremblay-Pépin explique que le concept est tiré des travaux du géographe marxiste David Harvey, pour qui la dépossession serait un phénomène extraordinaire « qui se produit souvent hors du cadre légal normal » ; la colonisation en serait l'exemple classique. À la page 12, toutefois, Tremblay-Pépin précise que la dépossession englobe en fait « tout ce qui réduit des humains ou des parties de la nature au statut de ressources exploitables » et que d'autres exemples de dépossession incluent « privatiser un service public gratuit » et « précariser l'emploi des travailleurs et travailleuses protégés par un syndicat ». Au-delà de l'introduction, on ne revient jamais à David Harvey, les contributeurs utilisant l'expression « dépossession » d'une façon non technique, fidèle à l'usage courant.

Le ton dur envers la Révolution tranquille utilisé par Tremblay-Pépin dans l'introduction et la conclusion est également inapproprié, car le livre ne s'inscrit pas dans un réel débat historiographique. Tremblay-Pépin ne prend ainsi jamais la peine de critiquer un historien réel, se contentant de critiquer l'homme de paille voulant que la Révolution tranquille nous ait complètement émancipés sur le plan économique. Dans les chapitres principaux, similairement, on ne s'inscrit jamais en faux contre une thèse historienne réelle.

Heureusement, ces considérations théoriques sont confinées à l'introduction et à la conclusion. Le reste de l'ouvrage est constitué de cinq chapitres retraçant chacun l'histoire contemporaine d'une ressource : l'agriculture, la forêt, les mines, l'énergie (incluant l'électricité et les hydrocarbures) et l'eau. Dans tous les cas, on cherche à démontrer que le peuple n'est jamais véritablement parvenu à contrôler et à profiter de l'exploitation de la ressource.

[...] dans leur engouement à critiquer les élites provinciales, les auteurs passent complètement sous silence le rôle des élites fédérales. Alors que le développement de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien est la priorité du gouvernement Harper, le gouvernement fédéral est complètement évacué de l'analyse –, et ce même dans la petite section sur le pétrole.

Dans certains cas, ce sont les technocrates qui dépossèdent le peuple. La culture d'opacité d'Hydro-Québec et la futilité du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement sont ici sévèrement critiquées comme faisant obstacle à un véritable contrôle démocratique. Le monopole « syndical » accordé à l'Union des producteurs agricoles est similairement pointé du doigt comme limitant l'expression de conceptions alternatives de l'agriculture. Enfin, on déplore l'incapacité de la Caisse de dépôt et placement du Québec d'exercer davantage d'influence sur Gaz Métro dont elle demeure un important actionnaire.

Dans la plupart des cas, cependant, ce sont les entrepreneurs privés qui dépossèdent le peuple. Alors que 90 % de la forêt est publique, la forêt est pour l'essentiel exploitée par des entreprises privées. Alors que le sous-sol québécois appartient à l'État québécois, on laisse à ces entreprises le soin d'exploiter les minéraux, le pétrole et le gaz naturel. Les éoliennes relèvent également du secteur privé. Les terres agricoles, quant à elles, sont de plus en plus contrôlées par de grosses entreprises horizontalement et verticalement toujours plus intégrées. Même l'eau douce risquerait de faire l'objet d'une commercialisation massive. À différents moments de l'histoire, l'État a bien tenté sa chance dans l'exploitation de ces ressources, en mettant sur pied des sociétés d'État : Rexfor pour la forêt, la Sidérurgie du Québec (SIDBEC), la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), la Société québécoise d'initiative pétrolière (SOQUIP), sans oublier la Corporation de Gaz naturel du Québec. Mais pour toutes sortes de raisons explorées dans l'ouvrage, celles-ci ne se sont jamais développées à leur plein potentiel. La dépossession résultant de l'emprise du secteur privé est d'autant plus réelle qu'elle n'est pas tout à fait volontaire, n'ayant jamais véritablement fait l'objet d'un débat public.

En théorie, sous-contracter l'exploitation des ressources naturelles à des firmes privées pourrait être profitable au peuple. Les redevances sont toutefois si insatisfaisantes qu'il n'en est rien. Les redevances forestières couvrent à peine les frais administratifs requis pour s'occuper de la forêt. La situation n'est guère plus reluisante dans les secteurs minier et pétrolier. Les chapitres sur la forêt, les mines et l'énergie (sauf pour l'hydroélectricité) conviennent largement que le Québec se trouve dans une situation de socialisation des risques et de privatisation des profits, l'État prenant les risques et investissant dans les infrastructures, tout en permettant aux entreprises privées d'engranger d'importants profits.

Dans les chapitres sur l'agriculture et la forêt, on rajoute que les travailleurs sont les premiers à être dépossédés. Intégrés dans la grande entreprise, les fermiers sont souvent réduits à de simples ouvriers agricoles, ne fournissant que leur temps et l'usage de leurs équipements ; résistant à l'intégration, les petites fermes font alors face à des niveaux inquiétants d'endettement. Dans le secteur forestier, si les conditions de travail dans les pâtes et papiers sont envieuses, celles des sylviculteurs sont décidément pénibles. Comme dans le milieu agricole, on fait alors souvent appel à une main-d'œuvre immigrante peu qualifiée.

Avec *Dépossession*, l'IRIS offre une contribution réelle à la réflexion collective en nous montant l'ampleur du défi auquel nous faisons face pour nous réapproprier nos ressources. L'ouvrage est riche en informations

Voir Dépossession
suite à la page 6

Dépossession

suite de la page 5

et convainc aisément qu'il est temps de se retrousser les manches. Aussi, alors que les écrits sur le sujet se consacrent habituellement aux enjeux présents d'une seule ressource, cet ouvrage a le grand mérite d'offrir une vue d'ensemble de l'exploitation des différentes ressources naturelles au Québec dans une perspective historique large.

Dépossession souffre toutefois de deux maux assez majeurs – en plus des bénignes maladresses théoriques susmentionnées. Le plus important selon nous est que dans leur engouement à critiquer les élites provinciales, les auteurs passent complètement sous silence le rôle des élites fédérales. Alors que le développement de l'industrie pétrolière de l'Ouest canadien est la priorité du gouvernement Harper, le gouvernement fédéral est complètement évacué de l'analyse –, et ce même dans la petite section sur le pétrole. Les chapitres sur la forêt, les mines et l'énergie se contentent de rappeler que ces ressources sont « de compétence provinciale », comme si cela empêchait le gouvernement fédéral de s'y immiscer dans les faits. Le chapitre sur l'agriculture aborde le rôle du gouvernement fédéral, notamment dans les quotas, mais toujours sans s'intéresser aux relations de pouvoir du fédéralisme canadien.

Ensuite, le portrait esquissé apparaît exagérément pessimiste. L'histoire des ressources naturelles au Québec ne se réduit pas à la dépossession ; le peuple québécois n'est pas qu'une victime. Un portrait plus équilibré aurait accordé une plus grande attention aux éléments du modèle québécois qui sont porteurs d'espoir. Dans le chapitre sur l'agriculture, la souveraineté alimentaire et l'Union paysanne sont évoquées en passant, mais leurs batailles ne sont pas analysées. Dans le chapitre sur la forêt, le mouvement des coopératives de travailleurs forestiers n'est jamais mentionné. Dans le chapitre sur les mines, l'auteur a toutes les misères du monde à reconnaître les améliorations contenues dans la Loi sur les mines de 2013. Dans le chapitre sur l'énergie, on veut tellement critiquer le virage commercial d'Hydro-Québec qu'on semble oublier que les « profits » d'Hydro-Québec peuvent servir à financer des projets collectifs. Dans le chapitre sur l'eau, le ton est si alarmiste qu'il faut être très attentif pour ne pas tirer la conclusion que la bataille est déjà perdue et que l'eau a cessé d'être gratuite.

Espérons seulement que le deuxième volume sur les services publics prenne davantage en compte le contexte canadien et qu'il ne gomme pas les spécificités heureuses du modèle social québécois.

En somme, *Dépossession* constitue un utile exercice de synthèse et fait un appel nécessaire à une plus grande prise de conscience collective quant à l'exploitation de nos ressources naturelles. Espérons seulement que le deuxième volume sur les services publics prenne davantage en compte le contexte canadien et qu'il ne gomme pas les spécificités heureuses du modèle social québécois. Convenons d'ailleurs que lorsque l'IRIS écrit, l'enjeu n'est jamais seulement scientifique, et qu'il est difficile de mobiliser les troupes lorsqu'on propose au peuple une vision misérabiliste et « provincialiste » de son histoire économique. ❖

Érik Bordeleau
Comment sauver le commun du communisme ?
Montréal, Le Quartanier, 2014, 200 pages

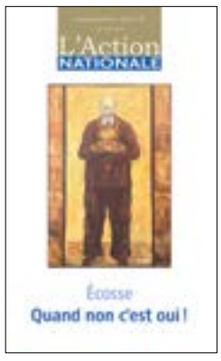
Depuis quelque temps, un livre qui a fait grand bruit ne cesse de piquer ma curiosité : *Commun – essai sur la révolution au XXIe siècle* de Bardot et Laval. Je ne l'ai pas encore lu, mais je l'ai acheté. C'est un gros pavé de 600 pages sur la nécessité de repenser la révolution alors que le capitalisme semble nous diriger tout droit vers une destruction mondiale massive. Voyant les mots « commun » et « communisme » dans le titre de l'opuscule de Bordeleau, je me suis dit qu'il s'agissait probablement d'une contribution québécoise à une discussion politique sur le « commun » qui dépasse le seul livre de Bardot et Laval. Eh bien, non.

Vous ne trouverez pas dans ce livre de réflexion tant soit peu systématique sur l'héritage marxiste quant à la façon de penser le social, le politique et la révolution. Vous ne trouverez pas non plus de réflexion sur l'expérience du socialisme au XXe siècle, qu'il s'agisse du socialisme d'État tel que vécu en URSS, en Europe de l'Est, en Chine, etc. ou de social-démocratie à la scandinave. Vous ne trouverez pas davantage de pensée organisée et serrée sur le capitalisme actuel et l'idéologie néolibérale dominante. Et il n'y a pas non plus de réflexion sur de nouvelles manières de conceptualiser la socialité malgré quelques références à Bruno Latour qui, lui, cite Gabriel Tarde.

Mais alors de quoi est-il question dans ce livre ? J'aurais envie de dire, pour me tirer d'affaire, que je ne possède pas la culture philosophique pour comprendre ce dont il est question ici… mais je ne crois pas que ma culture ni mon habileté ne soient en cause. L'auteur aurait pu se contenter de réfléchir en compagnie d'auteurs contemporains en vue comme Agemben ou Badiou, et j'aurais largement suivi. Très franchement, je dirai qu'il s'agit d'un livre rédigé sur le mode du saut. Bordeleau, tel un marsupilami, saute d'un lieu à l'autre, d'un auteur à l'autre, d'un univers conceptuel à l'autre, souvent plusieurs fois par page. Le tourbillon est saisissant. L'on est transporté de l'idée de désœuvrement d'un Agamben à l'esthétique pop d'un certain art contemporain chinois en passant par Merleau-Ponty ou la psychologie organisationnelle grand public… etc., etc. Bordeleau n'est pas le seul auteur à écrire ainsi : la lecture des livres de McLuhan, de Baudrillard ou de Zizek me fait le même effet d'étourdissement énervé.

Je sens que dans ce livre on a voulu, au bout du compte, parler de vide assumé, de présence désœuvrée… mais c'est bien flou. L'un dans l'autre, le fait que l'auteur ait utilisé sa bibliothèque comme une sorte de *pinball* conceptuel n'aura laissé dans ma mémoire que quelques noms comme Groys ou Aspe. C'est déjà ça de pris.

Martin David-Blais
Université St-Paul



L'Action nationale au coeur des débats nationaux du Québec depuis 1917

Les dossiers sur les sujets cruciaux pour l'avenir du Québec sont publiés dans L'Action nationale : **Écosse. Quand NON c'est OUI !**

Abonnez-vous ou achetez au numéro (format PDF ou papier)

action-nationale.qc.ca